











## Bilan de la mise en œuvre des CDCEA en Rhône-Alpes

CDCEA de l'Isère 14 mai 2013

> Hélène GIBERT - DRAAF Rhône-Alpes helene.gibert@agriculture.gouv.fr 04 78 63 14 15













# Contexte de l'étude et méthodologie



### La mise en place des CDCEA

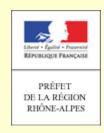
→ Instaurées par la LMAP du 27 juillet 2010 (article 51)

→ Outil départemental contribuant à l'ambition attendue de la loi : la division par deux d'ici 2020 du rythme d'artificialisation des terres agricoles



### Etude menée en région et objectifs

- → Bilan du fonctionnement effectif des CDCEA après un an de mise en place
- → Objectif : mettre en avant
  - Les points positifs et la plus value apportée par rapport à l'objectif visé
  - Les points à améliorer et des propositions pour les pallier
- → Articulation avec le bilan national réalisé en septembre 2013



### Méthodologie

- → Etude réalisée par la DRAAF RA en lien avec les 8 DDT de la région
- → Utilisation de données (2011 → juin 2012)
  - recensées au niveau national
  - complétées par les DDT
- → Entretiens semi-directifs avec les DDT
- → Participation à une CDCEA par département











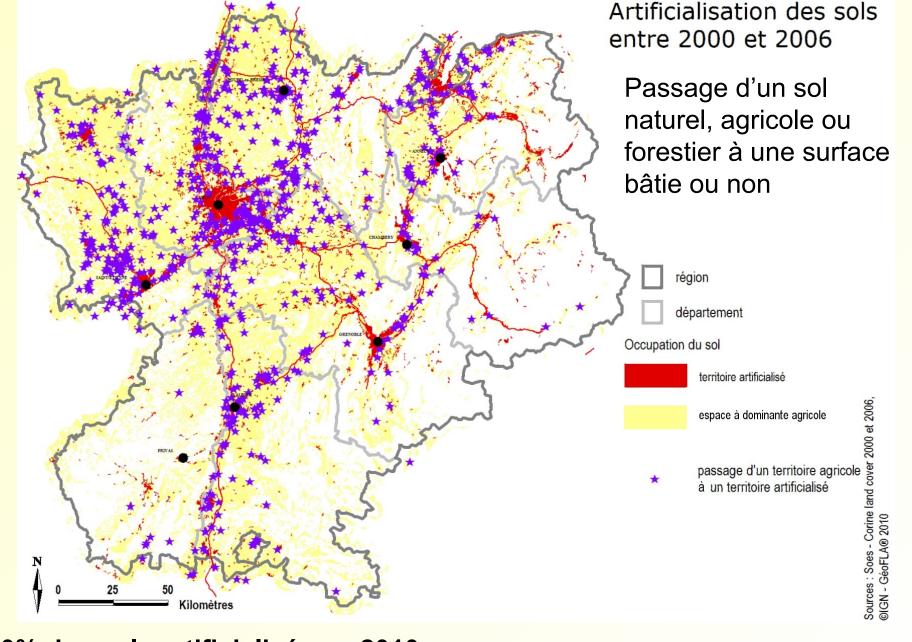


# Contexte régional par rapport au foncier agricole



# Un foncier agricole rhônalpin sous fortes tensions

- → Une région dynamique :
  - ▶6,2 millions d'habitants en 2011
  - ▶ 1,4 million d'habitants en plus en 2040
  - Espace économique majeur : 9,6% du PIB français
- → Conséquence : forte demande de logement, de zones d'activités, d'infrastructures...
- → Conflit d'usage autour du foncier, une ressource finie



10% des sols artificialisés en 2010 Surface agricole utilisée : - 18% en 40 ans, -6% de 2000 à 2010



## Les impacts de l'artificialisation des sols

#### → Impacts agricoles :

- Perte du potentiel de production
- Déstructuration des filières et des exploitations
- Perturbation des marchés fonciers

#### → Impacts environnementaux :

- Diminution de la capacité de stockage de CO<sub>2</sub>
- Nuisances pour des ressources comme l'eau
- Augmentation du risque d'inondation (imperméabilisation)
- Pression sur la biodiversité
- Augmentation de l'érosion

#### → Impacts socio-économiques :

- Coûts indirects (voirie, réseaux, entretien, transport)
- Emplois de l'agriculture (3%), qui génèrent jusqu'à 6 fois plus d'emplois indirects
- Autonomie alimentaire









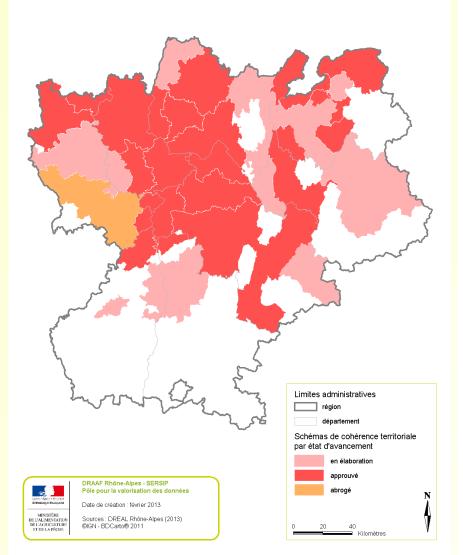


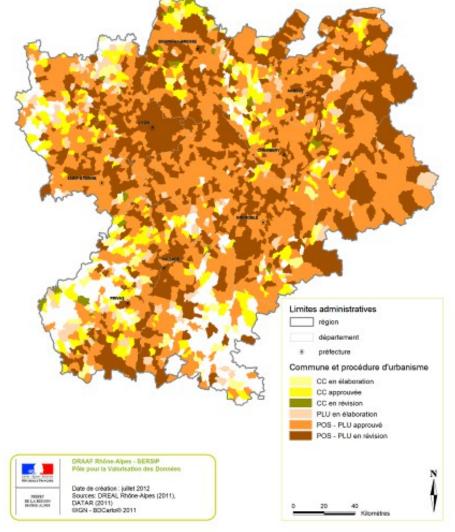


### Bilan de l'étude



# Des contextes départementaux disparates







### Bilan quantitatif global

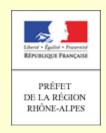
## 312 documents étudiés :

- ►5 SCoT
- 111 PLU avec en majorité des avis favorables
- ► 196 autres documents



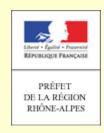
### Eléments d'analyse (1)

- → Outil pertinent face à l'objectif visé
  - Sensibilisation des élus et des BE
  - ► Vigilance accrue des agents de l'Etat
- → Organisation de la CDCEA
  - ► Travail conséquent de secrétariat
  - Délais pouvant être très courts
  - Nécessité d'aménager un calendrier annuel



### Eléments d'analyse (2)

- → Composition de la CDCEA :
  - ▶ Dialogue d'acteurs
  - Personnes qualifiées: Safer, EPF, CAUE, INAO, Région
- → Fonctionnement de la CDCEA :
  - Intérêt d'un cadre type de présentation des projets, en séance par les DDT
  - Intérêt de la présence des élus et/ou des BE
  - Groupes de travail spécifiques (outils, doctrine...)
  - Point de vigilance sur la neutralité de la CDCEA et sa mission effective autour de la consommation foncière



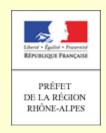
### Eléments d'analyse (3)

- → Echanges au sein de la CDCEA :
  - ► Entrée agricole → problématiques plus globales
  - Qualité des débats // Proposition d'éléments d'information-formation sur les modalités de l'aménagement
  - ► Question de la « mesure » → observatoire régional
- → Avis de la CDCEA :
  - Portée réglementaire peu contraignante
  - Consultation « tardive »
  - Question de la cohérence entre les avis de la CDCEA et les avis de l'Etat



### Eléments d'analyse (4)

- → L'évaluation de la portée de la CDCEA :
  - Indicateurs quantitatifs intéressants mais non suffisants
  - Importance du suivi de la prise en compte des avis
  - Intérêt de ce lieu d'échanges pour aborder des thématiques plus générales sur les questions foncières



### Conclusion

- → Bilan jugé positif au regard de l'objectif principal
- → Débuts encourageants, les impacts réels sont à mesurer dans la durée
- → Lieux d'échanges, rôle pédagogique
- → Evolution réglementaire ?













## Etude complète téléchargeable sur le site internet de la DRAAF :

http://draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/Gestion-durableet-econome-du

### Merci de votre attention...